

C'est le travail qui produit des richesses (pas la précarité, ni la finance)

Suppression de l'indemnité de départ en retraite des artisans et commerçants ne pouvant revendre leur fond ; actions de communication contre la fraude aux allocations afin de dissuader les travailleurs précaires de solliciter l'aide du RSA ; exclusion des aides de la PAC aux petites exploitations paysannes (moins de 10 vaches, moins de 50 moutons, moins de 70 ruches) ; annonce de la réforme de l'assurance chômage par le Premier ministre à la City de Londres («My government is pro-business ! »), etc...

Il n'est plus permis de douter : la politique économique du gouvernement vise uniquement à favoriser les détenteurs de capitaux en diminuant la part qui revient au travail. En développant un « avantage comparatif » en matière de main d'œuvre bon marché, elle accompagne la stratégie des grandes entreprises dont on sait qu'elles sont davantage soucieuses d'améliorer la productivité (en supprimant des postes) que de créer des emplois à la différence des PME et des TPE qui, dans leur majorité, sont pourvoyeuses d'emplois durables et non délocalisables.

Le refus du ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, de flécher les 40 milliards € d'aide aux entreprises du Pacte de responsabilité, traduit cette politique d'aide aux entreprises tournée essentiellement vers la finance. A ses yeux, seules les grandes entreprises privées sont d'intérêt général, tandis que les TPE et PME ne sont que des acteurs économiques catégoriels jugés négligeables pour l'avenir du pays.

Les attaques répétées contre le travail et la petite économie ne peuvent plus être uniquement dénoncées, chacun dans son coin, de manière corporatiste.

Nous sommes producteurs d'intérêt général, rencontrons-nous, organisons-nous.

Minga, le 29 octobre 2014